

Ici, Ensemble

Le Journal de l'amitié politique entre les habitants du pays

Prix : 1 €

~ Editorial ~

"Identité nationale", guerre, politique du côté des gens

1- Une mise en guerre des gens entre eux, voulue et arbitrée par l'Etat

Avec sa campagne sur *"l'identité française"*, le gouvernement fait le choix de tendre les choses : d'une part en mettant encore plus les gens en tension entre eux, et d'autre part en légitimant l'Etat (police et justice principalement) comme seul juge et arbitre de ce que doit être la vie de chacun, afin de la normer, la régler, la prescrire.

Il fait en sorte que ce débat traverse toute la société, divise partout et tout le monde :

- C'est le *"français"* contre *"l'immigré"*, le *"bon citoyen"* contre *"le mauvais citoyen"*, *"l'habitant des quartiers populaires"* contre *"l'habitant des pavillons"*, celui *"qui a les papiers"* contre celui *"qui ne les a pas"* et cela à l'infini : tensions et divisions à l'intérieur d'un même quartier, d'une école, d'une fac, d'une entreprise, etc...

Pour tenter de constituer les choses de manière irréversible et pour de nombreuses années, l'Etat met en place la

figure du *"musulman"* en sachant très bien qu'en touchant au religieux, il touche à une part de l'intime de chacun.

Il fait d'un choix personnel et culturel, qui est de l'ordre du privé, une affaire publique où chacun doit se prononcer sur les pratiques de tel ou tel et où le gouvernement, les partis et les députés s'autorisent à décider de ce qui est "bien" ou non.

- Cette mise en tension est vraie jusque dans le propre camp du gouvernement et dans ce qui reste du PS et des syndicats. Il ne s'agit pas d'une politique de fuite en avant, ou d'une simple "crispation" qui serait commune à de nombreux pays européens (Italie, Suisse, Autriche...) mais bien de la mise en place, à marche forcée, **d'un nouveau type d'Etat** qui entérine sa rupture avec les habitants du pays. Etat de séparation et de persécution qui n'a de compte à rendre qu'à lui-même (et aux puissants qu'il défend) et **qui assoit sa légitimité sur la force brute qu'il est capable de déployer.**

C'est le passage à ce nouveau type d'Etat qui explique cette mise en guerre comme mode de gouvernement. Certains gestionnaires de l'Etat, que l'on peut qualifier de "centristes" (représentés par ce qui reste de la gauche et de la droite du 20^e siècle), ont un peu de mal à cautionner cette politique de tensions à laquelle ils sont sommés de se rallier. Mais elle est la nouvelle étape du sarkozysme qui, malgré tout, leur va bien. Le régime de Sarkozy est là pour ça, pour ce "job" comme disent les américains. Ce qui est sûr, c'est qu'après lui, l'Etat et son rapport aux gens ne sera plus "comme avant".

C'est cela la fameuse politique de rupture sur laquelle Sarkozy a fait sa campagne en 2007. Une "révolution nationale" en quelque sorte.

Le message est clair : n'ont d'avenir (du point de l'Etat) que ceux qui se rangent derrière ce raidissement, cette mise en tension, cette mise en guerre de la société.

Guerre à l'intérieur contre les plus pauvres ou ceux qui sont destinés à le

devenir, et contre tous ceux qui pourraient refuser "l'ordre moral" proposé ; guerre à l'intérieur qui avance avec la **guerre à l'extérieur** (Afghanistan, Pakistan, Iran peut-être bientôt...) où l'ennemi est le "musulman" et où la cause à défendre, annoncée depuis quelques temps, serait *"la femme en burqua à qui l'homme musulman coupe les mains maquillées"* comme tout le monde le sait ! Tout cela justifie depuis 2001 les bombardements, les tueries de la population et les destructions commis en Afghanistan par l'OTAN (dont la France a intégré le commandement).

C'est une politique inégalitaire et criminelle, une politique de guerre. L'Etat veut créer un fossé infranchissable entre les habitants, et entre lui et les habitants du pays. C'est le but principal du débat organisé sur *l'identité française*.

2- Cesser de penser avec l'ancien.

Cette situation, nouvelle du côté de l'Etat (entendu dans son sens large : police, justice, armée bien sûr, mais aussi partis, syndicats...) et qui couve depuis le début des années 2000, nous ne pouvons la penser et l'affronter que si nous acceptons de la considérer comme effectivement nouvelle ; il faut aussi prendre la mesure que nous ne pouvons pas la penser avec les références anciennes.

Les références anciennes, c'est penser que la politique ne peut exister que du côté de l'Etat, que ce soit dans ou contre lui. Et que le but de toute politique serait de le prendre, par les élections ou la révolution, pour enfin changer les choses. Cette pensée-là ne mène qu'à l'attentisme, au désespoir et en

fin de compte à l'acceptation des choses telles qu'elles sont décidées par l'Etat, car pensée ainsi, la politique échappe toujours aux gens et n'est pas vraiment leur affaire, si ce n'est le temps d'une élection ou d'une insurrection.

Il faut arrêter de se soucier de l'Etat, non pas du point de ce qu'il fait et met en place (lois, persécution, propagande...) bien au contraire, mais **cesser de le penser comme lieu politique unique** auquel toute pensée et toute action devrait se référer. Au lieu d'agiter le spectre "d'une insurrection qui vient" (soeur Anne, ne vois-tu rien venir ?) **nous proposons à chacun de se mêler du réel, de ce qui arrive aux gens dans le pays, et de faire en sorte que la politique traite de cela et s'organise pour cela.**

Il ne s'agit pas non plus de se rallier à une "grande idée" qui nous permettrait, d'après certains, d'avoir du souffle et de voir loin, et de pouvoir lier ce qui est décrété un petit travail à ce qui serait un grand ensemble de pensée. Et voilà le retour du bon vieux précepte selon lequel *"la conscience ne peut venir que de l'extérieur"*.

il s'agit de se mettre au travail soi-même, avec ceux qui le veulent, et de mener patiemment, dans les lieux populaires et intellectuels d'aujourd'hui, des processus politiques réels, avec les gens tels qu'ils sont.

Non, il ne s'agit de rien de tout cela, il s'agit de se mettre au travail soi-même, avec ceux qui le veulent, et de mener patiemment, dans les lieux populaires et intellectuels d'aujourd'hui, **des processus politiques réels, avec les gens tels qu'ils sont.**

Ces processus ont tous en commun la recherche de l'égalité, du respect et des droits pour tous. Dans leur pratique aussi ils sont menés à égalité, c'est à dire pensés et réalisés par et avec tous ceux qui y participent : il n'y a pas ceux qui savent et ceux qui doivent apprendre. Il y a un édifice à créer ensemble et chacun y apporte la pierre qu'il peut et qu'il veut y apporter. Pour ma part, j'aime comparer notre travail à un chantier, où chaque ouvrier a sa spécialité et son savoir faire, et décide de le mettre en commun pour avancer dans la construction de l'édifice.

C'est ce que nous appelons une politique en intériorité, opposée à la politique en extériorité qui soit se réfère à l'Etat comme seul lieu politique possible, soit reste en attente d'une pensée globale qui viendrait d'ailleurs que des processus menés par les gens eux-mêmes.

C'est un nouveau mode de la politique que nous proposons.

3- Participer aux processus politiques

La politique est donc, dans notre façon de la faire vivre, **affaire de lieux et de processus** qui permettent de tenir la distance face à l'Etat et aux difficultés rencontrées, et qui font surgir de nouvelles idées, de nouvelles possibilités.

Un exemple : depuis plus de 30 ans maintenant les différents gouvernements ont travaillé, loi après loi, à priver de droits des milliers d'ouvriers, ceux qu'on appelle les immigrés et les sans-papiers. Cette politique étatique est basée sur un rapport au réel qui est tronqué : on parle "d'immigrés" au lieu de dire que ces gens sont des ouvriers qui font le pays, on parle

de "clandestins" alors que ces gens sont là, tout comme les autres, et que tout est fait pour leur enlever ou leur refuser les papiers etc...

Sarkozy en 2006 pendant sa campagne électorale martelait : *"ils n'ont pas de logements, pas de travail, il faut les expulser pour leur bien"* prenant la suite de Jospin qui affirmait *"ils n'ont pas vocation à rester ici"*, et pourtant maintenant le gouvernement parle officiellement de "travailleurs sans-papiers".

Qu'est ce qui a fait que ce changement ait lieu ? La ténacité depuis plus de 10 ans maintenant de collectifs d'ouvriers sans-papiers, notamment ici et à Paris, qui se sont organisés autour de principes forts qu'ils ont tenus dans la durée : **"ouvrier ça compte, le travail ça compte, abrogation de la loi CESEDA, les droits pour tous"** en sont les principaux.

Cette ténacité, cette présence publique des gens concernés eux-mêmes pour dire qui ils

sont vraiment, ce qu'il vivent et ce qu'ils veulent, voilà

ce qu'on peut appeler l'irruption du réel. Irruption du réel dans le sens où ce qui est dit et porté par les gens eux-mêmes vient mettre à bas toute la construction étatique à propos de ces gens qui en faisait un corps étranger au reste de la société.

Comprenez-bien : il ne s'agit pas de l'expression d'une parole ou de témoignages, **mais bien**

d'une capacité politique populaire à tenir un point, ici les droits et la dignité pour tous, et, ce faisant, à obliger chacun à se positionner.

Des énoncés nouveaux, portés dans la durée par des sans-papiers, ont mis en place un possible inenvisageable auparavant : *"nous sommes des ouvrier(e)s d'ici, nous aussi on fait la France !"*, et ont transformé la situation.

A partir de là, la position de l'Etat de faire comme si les gens n'existaient pas n'est plus tenable.

On peut donc dire que l'Etat est faible quand ses énoncés ne tiennent plus face à des énoncés nouveaux portés par les gens eux-mêmes. Ce possible n'est pas une affaire de nombre, mais il dépend, comme le dit un ouvrier sans-papier du Rassemblement, "de la part de la politique que chacun prend"

Cette existence politique forte des gens eux-mêmes est insupportable au gouvernement : son édifice de falsification ne peut plus tenir et s'écroule. C'est pour éviter cela qu'il a eu besoin de la CGT : avec les grèves d'ouvriers sans-papiers de la région parisienne encadrées de près par le syndicat, il s'est agi de briser toute capacité des gens eux-mêmes à tenir sur les principes pour tous. L'alliance Sarkozy/CGT a fonctionné pour remettre les choses "dans l'ordre" : la politique doit rester du ressort unique de l'Etat.

Le résultat des grèves présenté par la CGT et certaines associations comme une "grande victoire" n'est en fait qu'un nouveau piège contre les ouvriers sans-papiers et leur familles (voir les textes sur la circulaire sur notre site).

On peut donc dire que l'Etat est faible quand ses énoncés ne tiennent plus face à des énoncés nouveaux portés par les gens eux-mêmes. Ce possible n'est pas une affaire de nombre, mais il dépend, comme le dit un ouvrier sans-papier du Rassemblement, **"de la part de la politique que chacun prend"**. C'est cela que nous appelons un processus politique, à distance de l'Etat.

4- Des propositions, car on peut décider d'intervenir, de s'organiser ensemble

La réunion publique du 24 Octobre à Toulouse, intitulée *"pour une politique du côté des gens"* a été un moment important sur la ville. Elle a permis de montrer que cette politique existe, qu'elle a ses principes, sa pensée en travail, ses militants, et qu'autour d'elle peuvent se rencontrer des gens différents, en recherche et en débat sur ce qui fait l'essentiel d'une politique qui s'adresse à tous et pour tous.

Dans la suite de cela, nous faisons plusieurs propositions de travail :

- Se lier aux gens des quartiers populaires à partir de questions comme celles de

l'avenir des jeunes et de ce que devient l'école (voir l'article page 7)

- Bien sûr la question du respect de tous les habitants : avec ou sans-papiers, français ou étrangers, affirmer que chaque habitant compte et que les droits doivent être pour tous. L'égalité passe par le respect de la dignité de chacun.

• Face à la campagne du gouvernement sur "l'identité française", nous tenons trois affirmations :

1. La religion est une affaire privée : ***l'Etat doit laisser tranquilles les gens qui se réclament de la religion musulmane.***

2. ***Le pays doit être pour tous ceux qui sont là***, les choses doivent s'organiser autour du principe que la France, c'est nous tous, nous qui y vivons, y travaillons, y avons notre famille etc...et non dans la logique de ségrégation actuelle.

Dans ce cadre là, ***il faut gagner l'abrogation du CESEDA contre les personnes de nationalité étrangères, et le retour au droit du sol***, garant essentiel d'un rapport d'égalité entre les habitants du pays.

3. ***Travailler à une entente entre les gens.*** Des différences de coutumes, de langage, de façon de vivre existent entre les habitants, ce ne sont pas là des raisons pour se haïr, se faire la guerre ou s'ignorer ; au contraire que l'on soit français ou étranger, avec ou sans-papiers, jeunes des quartiers populaires ou d'ailleurs...***il nous faut faire vivre ensemble des principes communs, où chacun compte, est respecté. C'est cela l'égalité.***

C'est autour de ces points que nous vous proposons de participer à la Réunion Publique du 23 Janvier 2010.

Jean-Louis

Le spectacle, ce n'est pas le réel !

Le samedi 14 novembre, il y avait un rassemblement au Capitole, organisé par le CLIC (Comité de Liaison Inter Collectifs) . Le Rassemblement n'avait pas été invité, mais on y est allés, sans-papiers et amis, pour distribuer notre texte : «***On n'a pas besoin de soutien, on a besoin d'égalité***» (voir le texte sur notre site) et pour discuter.

On était déjà allés à des rassemblements organisés par d'autres, mais là, je me suis sentie vraiment très mal à l'aise.

Il y avait une sorte de tribune, où les différents groupes de soutien aux sans-papiers intervenaient. A part nous, aucun sans-papier n'était visible. Mais en même temps, des gens portaient des pancartes, comme des hommes sandwiches, avec dessus la vie d'une personne sans-papiers.

Par exemple, un dame âgée avait une pancarte qui disait : «*J'ai 17 ans, je ne peux pas continuer mes études en France*».

Certains portaient aussi des masques blancs. A un moment ils sont montés sur la scène avec leurs masques.

J'ai été très choquée de ce rassemblement. **Toutes les prises de parole étaient dans le spectacle, les sans-papiers n'existaient pas**, il n'y avait aucun ancrage dans le réel, ***ce n'était qu'une mise en scène de l'absentement des gens***. Ils n'ont pas une seule fois donné la parole aux sans-papiers.

Le fait de porter la situation des autres qui sont absents, de parler au nom des autres, d'endosser la personnalité d'un autre, tout ça montre le décalage du réel. Je pense que les gens qui le faisaient ne s'en rendaient pas compte, mais pour moi, pour Chérif, pour Mohamed et tous les autres sans-

papiers du Rassemblement, c'était très dur à supporter.

Chacun doit porter sa vie, son histoire ; la représentation est une forme de confiscation. ***Notre vie, notre bataille, ne sont pas un jeu***. Les masques étaient significatifs. Ceux qui les portaient n'étaient pas sans-papiers mais ils les portaient au nom des sans-papiers qu'ils prétendaient représenter. Ces masques nous renvoyaient à l'invisibilité. C'est le contraire de notre bataille pour être reconnus comme étant d'ici. Par exemple, plus personne, même au gouvernement, ne dit qu'on ne travaille pas. Avant Sarkozy disait : «*Ils n'ont pas de travail, pas de logement*» et maintenant, tout le monde sait que c'est faux, qu'on travaille, qu'on fait partie du pays.

A présent, le gouvernement est mal à l'aise, il est confronté à une réalité et ne sait pas quoi faire car tout le monde sait que la persécution existe.

Ca nous a pris des années où on a lutté pour être reconnus, mais samedi, j'ai vraiment eu l'impression d'être

revenue en arrière, de ne plus exister.

Il n'y avait aucune affirmation positive, juste une liste de cas. Ca fait maintenant quelques années que les gens ont découvert que les sans-papiers étaient leurs voisins, les camarades de leurs enfants, des collègues de travail, etc.... A ce moment-là, c'était bien de parler de tel ou tel, maintenant on a dépassé ce stade, on est reconnus d'ici.

Que des gens continuent à s'occuper de personnes qu'ils connaissent dans leur coin, comme on le fait aussi, c'est très bien, mais de là à rassembler tout ce monde pour parler de quelques-uns en particulier, je trouve que c'est rester à la surface.

En faisant ça, ils cèdent complètement car ils acceptent la logique étatique du tri entre les gens, avec et sans-papiers, français et étrangers, et de la persécution qui va avec.

La question est beaucoup plus profonde, il faut parler de nous tous, de la situation du pays, de la politique de séparation du peuple que l'état met en place, des principes pour y faire face.

Aux gens de bonne foi qui étaient présents à ce rassemblement, je veux dire : **«attention, on ne joue pas avec la vie des gens, ce qui s'est passé là est dangereux, pour nous comme pour vous»**.

Parce que j'ai trouvé que eux-mêmes n'existent pas face au gouvernement, ils sont faibles alors ils misent tout sur le nombre.

Par exemple, j'ai discuté avec un monsieur qui disait qu'ils voulaient avoir le plus grand nombre possible et qu'il ne fallait pas aller trop loin pour ça, surtout pas de politique, pas dire que les sans-papiers sont d'ici. Il a parlé de l'immigration, de l'appel d'air. C'est le discours de l'état. **En fait certains ne sont pas vraiment opposés à la politique du gouvernement, ils voudraient juste que ce soit plus humain, que le rejet soit moins violent.**

Avec ce genre de rassemblement, le gouvernement est tranquille ! Il y avait une centaine de personnes, mais c'était vide, **la seule affirmation c'était la peur.** Au contraire, il faut pousser les gens à réfléchir.

Aujourd'hui, on est dans le spectaculaire, l'état est spectaculaire et le réel n'a plus d'importance. Mais le spectacle n'est pas le

réel Une femme à la tribune a dit plusieurs fois : *«C'est dur de soutenir les sans-papiers»*. Je ne sais pas si elle se rendait compte qu'elle renversait complètement les choses. Peut-être oui, car ce rassemblement était surtout pour demander la suppression de l'article contre les aidants dans la loi CESEDA.

On en est là parce que les gens eux-mêmes mettent le voile du spectacle pour éviter le réel, comme ça ils n'ont pas à prendre position.

Ce rassemblement était typique de ça : il y avait d'un côté les acteurs, mais ils ne sont acteurs que d'un spectacle, hors réalité, et de l'autre les spectateurs. C'est d'une très grande faiblesse.

Il n'y a aucune place là dedans pour s'opposer réellement à la politique de l'Etat, construire un collectif solide, permettre aux gens d'exister, de pratiquer une politique du côté des gens, sur la base de principes pour tous.

Ils se présentent comme les seuls à faire avancer les choses, comme si rien d'autre n'était possible. Mais nous savons qu'il est possible de changer les choses, on le fait. On travaille sur le réel, pas dans le spectacle, sur le long terme, pas avec des coups médiatiques, pour gagner les droits pour tous, et pas pour quelques-uns.

Je dis à qui le veut : venez prendre votre place dans cette bataille.

Zoubida



Il n'y a pas les élèves «méritants» et les autres. Il y a les enfants du pays, qui ont tous droit à une même instruction de qualité.

A la rentrée 2009, avec l'assouplissement de la carte scolaire et les destructions de logements, les collèges du Mirail, classés Réseau Ambition Réussite (RAR) ou non, ont vu leurs effectifs diminuer significativement. L'un d'eux, le Collège Reynerie est même menacé de fermeture à plus ou moins brève échéance. Parallèlement, le rectorat met en place, à grand renfort de publicité dans les médias, la politique dite de «busing» (ou «mixité choisie»), qui consiste à extraire les meilleurs élèves des quartiers populaires pour les envoyer étudier en 6ème dans «le» grand collège du centre-ville, (Fermat) en leur fournissant soutien personnalisé et ordinateur portable.

Dès septembre, des parents d'élèves des collèges du Mirail se sont réunis, en invitant enseignants et habitants, pour voir ensemble comment faire face. L'article qui suit reprend des propos de parents, d'enseignants et d'habitants lors de plusieurs entretiens collectifs, réalisés pendant cette période.

LE «BUSING»

Jean-Louis :

Le « busing », pour moi, c'est une politique qui dit, de façon officielle, qu'il faut accepter un tri et une ségrégation au niveau des enfants, avec mise à l'écart de certains élèves. Ceux-là, ça ne servirait à rien de les instruire ; c'est une façon de montrer que les enfants de ces quartiers sont majoritairement prédestinés à ne pas être « bons ». Comme il y a toujours des exceptions, le rôle de l'état c'est de « sauver » les quelques-uns qui ont des capacités scolaires, grâce au « busing ». Mais ce n'est plus d'instruire tous les enfants.

Il y a là un message très fort, relayé dans l'opinion : un article de la Dépêche titrait : «*9 élèves échappent aux collèges du Mirail*» pour se féliciter de la sélection de ces 9 élèves pour Fermat. Il s'agit de faire accepter que ce n'est plus une école pour tous et qu'il faut faire « le tri » dès le départ. Autrement dit, il ne faut plus instruire les

enfants pauvres. C'est d'une grande violence étatique.

Hadj :

La séparation est mauvaise. Même pour le bon élève, celui qui est choisi, il se retrouve à part dans un milieu qu'il ne connaît pas, il n'a pas les clés . A cause de ça, il peut rater, alors qu'il aurait réussi dans son collège. Et je ne parle pas de ceux qui ne sont pas «choisis». Déjà beaucoup d'enfants pensent que s'ils ne réussissent pas en classe, c'est parce qu'ils sont «nuls». ***Je me demande comment des enfants que la société rejette comme ça vont pouvoir grandir. On leur ferme la porte de l'avenir dès le départ.***

Mettre des différence entre les enfants, c'est inadmissible. Je n'arrive pas à admettre une telle séparation entre les élèves. Quand je vois comme ici on se démène, parents et enseignants, pour faire réussir tous les élèves, et que j'entends ces principaux de collège, de Fermat ou de Bellefontaine

(quartier du Mirail), dire que c'est bien pour les enfants, je suis en colère, vraiment.

Dominique :

Des élèves ici, au collège Reynerie, réagissent et sont dans une demande de dialogue avec les adultes. Par exemple, par rapport à l'article de La Dépêche qui annonçait la fermeture possible du collège, ils étaient très inquiets : «*Où on va aller ?*»

Marcel :

Il y a des enjeux idéologiques. C'est la même démarche que le GPV (Grand projet de Ville) : c'est l'idée que le problème, c'est vous, les habitants, c'est vous les élèves.

Et la solution, c'est de «*dissoudre le problème*», de détruire les immeubles et de chasser les habitants, de fermer le collège et de chasser les élèves.

POURQUOI VOULOIR FERMER LE COLLÈGE ?

Pascal :

Pourquoi vouloir fermer le collège ? L'inspecteur d'Académie renvoie la faute aux parents, en disant qu'ils désertent le collège. Mais avec cette politique de «*busing* », il incite les parents à mettre leurs enfants ailleurs, puisque l'Education Nationale elle-même dit que les enfants ne peuvent pas réussir à la Reynerie !

La question de la fermeture du collège est significative d'une politique qui se met en place pour toutes les écoles et tous les enfants, une politique inégalitaire.

Marcel :

Et qui va bien au-delà de la fermeture du collège. La question réelle, c'est : Est-ce qu'on maintient le principe d'une école de qualité pour tous ou est-ce qu'on accepte

une école pour élèves «*méritants*» et une école pour les élèves «*déméritants*», avec tout ce que ça signifie pour la société dans son entier ?

Jean-Louis :

La fermeture de la Reynerie, ce n'est pas anodin, au contraire. Pour moi, c'est une prise de position sur le fond, une façon pour l'état d'affirmer que les gens de ces quartiers ne valent rien. Ce n'est pas un hasard si le collège visé est Reynerie.

Il faut se rappeler des émeutes de 1998, et ensuite 2005. Il y a une volonté manifeste de se venger. Il suffit de regarder : Bagatelle, Bellefontaine sont des quartiers populaires juste à côté, mais ils ne sont pas laissés à l'abandon comme ici.

Des lieux comme Reynerie sont des lieux significatifs parce que liés aux émeutes, et ces lieux-là, l'état les écrase. C'est les jeunes des quartiers populaires et leurs parents qui sont visés.

Il ne faut pas se tromper : ce qui est vrai pour Reynerie sera vrai pour ailleurs. On a l'exemple du GPV : des gens ont fui et c'était pareil ailleurs, ils se sont retrouvés devant

les mêmes problèmes, sauf que là, ils étaient tout seuls. Combien essaient de revenir ? Si tu n'es pas protégé, c'est-à-dire riche dans le bon quartier, tu passes à la trappe.

Si c'est une question d'aujourd'hui, elle est partout, ça ne sert à rien de la fuir.

QUAND ON PARLE DE VIOLENCE A L'ECOLE, DE QUOI PARLE-T-ON ?

Dominique :

On a tendance à focaliser sur ce qui ne va pas. Mais l'école n'est pas responsable du contexte économique, elle ne crée pas les emplois à la sortie. La violence est d'abord sociale. Elle touche tous les établissements, mais n'est pas traitée de la même façon. Si on prend par exemple l'histoire récente du

gamin qui voulait tuer son prof, il avait quand même un fusil chargé. S'il avait été du Mirail, on en aurait entendu parler une semaine à la une de tous les JT, avec tous les commentaires qu'on imagine. Mais il était scolarisé dans une école privée, et finalement ça a fait très peu de tapage.

Pascal :

Quand on parle de violence, de quoi parle-t-on ? Souvent des incivilités : c'est vrai qu'elles apparaissent davantage dans nos établissements ; ici, les gamins n'admettent pas obligatoirement les choses comme argent comptant. On peut aussi le comprendre comme une façon de refuser le formatage, un côté rebelle.

Il y a aussi le fait que dans nos établissements, quand il y a un problème, on le dit, on en parle en équipes. On fait les signalements nécessaires. Ailleurs, c'est souvent étouffé, car on joue le prestige de l'établissement.

Brigitte :

Il y a aussi une grande violence de l'institution elle-même : par exemple, le busing. C'est une façon de dire à ceux qui ne sont pas choisis qu'ils ne sont pas capables, qu'ils sont voués à l'échec.

Ca ne touche pas que les élèves des Réseaux Ambition Réussite. Il y a une politique générale du tri : tri des sans-papiers avec l'immigration choisie, tri des ouvriers avec les plans de licenciements... et tri des élèves avec le busing.

La pression scolaire est très forte sur les enfants, et le fait d'être mis à l'écart est très dur à supporter, même pour des adultes. Certains enfants vont réagir de façon agressive, et d'autres vont se refermer, déprimer. C'est une autre forme de violence, moins visible parce que dirigée contre soi, mais tout aussi grave, et présente dans beaucoup d'établissements «côtés», privés ou publics.

POURQUOI NE VEULENT-ILS PLUS INSTRUIRE LES ENFANTS PAUVRES ?

Dominique :

Je trouve ce collège agréable. J'y suis depuis 2001, et je n'ai pas envie d'en partir. Il y a une bonne ambiance, la relation aux élèves est agréable. On peut discuter, échanger, ils sont demandeurs. On reçoit les élèves en 6^{ème} et en 3^{ème}, on mesure le chemin qu'on a fait avec eux. C'est là qu'on voit qu'on n'est pas sur une autre planète, ici aussi des individus sont en train de se former.

Marcel :

Oui mais à quoi ? Est-ce qu'il s'agit d'intégrer des gens dans la société telle qu'elle est ou de former des gens qui pensent et préparent une société qui peut être différente ?

Pascal :

On est toujours entre les 2, car on veut aussi que les enfants puissent trouver leur place dans la société de maintenant, y être heureux. C'est difficile. Mais là, le balancier est en train de pencher vers le système sélectif, normatif. C'est un retour en arrière : certains savoirs ne seront pas accessibles à tous les gamins.

Le busing, c'est aussi la mise en place de la spécialisation des collèges, avec les établissements de centre-ville pour accéder aux grands lycées, aux filières prestigieuses, et à l'opposé, les établissements de quartiers populaires, les RAR (Réseaux Ambition Réussite) ou ce qu'il en restera pour les élèves destinés à la pré-professionnalisation, c'est-à-dire à travailler avant même leurs 16 ans !

Concrètement, c'est la casse du collège unique.

Jean-Louis :

Pourquoi ne veulent-ils plus instruire les enfants pauvres ? Il y a des choses qu'on ne

Que tous les enfants aient accès au savoir est un principe fondamental. Le remettre en question, c'est instaurer une société fondamentalement inégalitaire

peut apprendre qu'à l'école et qui vont permettre aux enfants de réfléchir, de comparer, de se forger un esprit critique, c'est-à-dire d'exister dans la société comme être pensant. Que tous les enfants aient accès au savoir est un principe fondamental. Le remettre en question, c'est instaurer une société fondamentalement inégalitaire.

Pascal :

Le problème vient aussi de l'effondrement du collectif. Avec la disparition de la carte scolaire, les gens se retrouvent à devoir faire des choix individuels, c'est à eux d'établir le parcours de leur enfant, en fonction bien sûr de leurs moyens, et si ça s'avère un mauvais choix, c'est leur faute. L'égalité du droit disparaît devant la fausse égalité « des chances ».

ON N'EST PAS OBLIGÉS DE RESTER DANS LA CASE OÙ ILS NOUS METTENT

Marcel :

Il y a une culpabilisation générale : les élèves en difficulté, les chômeurs, les malades... sont vécus comme une charge. L'état mène toute une campagne pour que les gens intériorisent ce qui leur arrive comme étant de leur faute, venant d'eux, de leur propre incapacité à réussir. Les gens se retrouvent culpabilisés, seuls face à ce qui leur arrive. Les réunions permettent de sortir de cette position. C'est un lieu unique : des parents et des enseignants de plusieurs collèges se rencontrent à égalité, sur un terrain neutre : une maison de quartier. A mon avis, on en verra des effets à long terme.

Pascal :

L'Inspecteur d'Académie a dit publiquement : «*C'est les parents qui veulent fermer le collège*». Que les parents ne donnent pas

une réponse individuelle mais **collective** est un élément fort.

Dominique :

Par rapport à l'image du quartier, l'initiative vient de parents. Et c'est très important. Même si on peut regretter qu'il n'y ait pas plus de monde, les gens présents sont investis. Les débats vont très loin pour comprendre ce qui se passe. ***Il y a la volonté commune de resituer le problème dans un contexte plus général, on réfléchit, on approfondit, on essaie d'avancer ensemble, parents et enseignants.***

C'est de ça dont on a besoin, que des gens se retrouvent, réfléchissent ensemble. En faisant ça, on va contre la politique actuelle de diviser les gens, de les mettre en concurrence, les uns contre les autres, parents et enseignants, de collègues différents, etc... On refuse ça. L'Inspecteur d'Académie a tenté, avec l'aide des médias, de faire jouer la concurrence entre établissements du quartier et avec les établissements du centre ville. On n'est pas tombés dans ce piège-là non plus.

Pascal :

On n'est pas obligés de rester dans la case où ils nous mettent, c'est fictif. J'ai le droit d'allumer des projecteurs ailleurs, de ne pas regarder la scène comme ils l'ont éclairée...

Les réunions, c'est une autre façon d'éclairer la scène, la nôtre.

Hadj :

Pour continuer, ce serait bien de faire une réunion publique pour nos enfants pour inviter les parents, les habitants des quartiers... Parce que si on pose la question de l'école à chacun, chacun a sa réponse. Mais si on est ensemble, ça permet de dégager les idées ensemble, les points communs. ***Il faut partir de l'idée que les gens eux-mêmes doivent trouver la solution.***

Le problème de l'égalité des enfants à l'école concerne tout le monde, pas nous seulement. Le droit de tous les enfants à l'instruction, c'est un droit que l'état veut enlever. Et comme toujours, ça commence par nous, les pauvres. Il faut qu'on ouvre la route. On a déjà des pistes :

- Tout enfant a droit à une instruction de qualité, les enfants pauvres comme les autres. Il ne doit pas y avoir les « bons » et les « mauvais » établissements.
- Il y a un collège à Reynerie, il y a des élèves. Le collège ne doit pas fermer.
- La séparation est mauvaise. Il ne faut pas trier les élèves.
- Le rôle de l'école, c'est d'instruire les enfants, de les aider à prendre leur place dans la société, pas de les exclure et de les désespérer.
- Les enfants sont vivants, ils ne sont pas des tomates. Nos collèges ne sont pas des marchés où les principaux de centre-ville viennent choisir la marchandise, mais des lieux où les enfants apprennent et où des adultes enseignent.

Il disent toujours que les parents ne s'occupent pas de leurs enfants. **On est en train de leur montrer le contraire et ça nous redonne de la fierté.**

Propos recueillis par Brigitte



POUR NOUS RENCONTRER :

- ⇒ LE RASSEMBLEMENT TIENT DES PERMANENCES JURIDIQUES
TOUS LES LUNDIS DE 17H À 19H
- ⇒ NOUS SOMMES PRÉSENTS TOUS LES DIMANCHES
AU MARCHÉ SAINT-SERNIN, DE 11H À 12H
- ⇒ DES REUNIONS REGULIERES SE TIENNENT LE SAMEDI A 18H,
LE MERCREDI ET LE JEUDI A 18H30, A REYNERIE ET EN CENTRE VILLE
- ⇒ POUR PLUS D'INFOS NOUS JOINDRE AU : 06-13-06-94-62 OU
NOUS ÉCRIRE À : ouvriersgensdici@free.fr
- ⇒ SUR INTERNET, RETROUVEZ-NOUS SUR : <http://ouvriersgensdici.free.fr>

Réunion Publique le samedi 23 Janvier

à 15h, au 6 rue du Lieutenant Colonel Pelissier, Salle Duranti Osète
(métro Capitole)

LE PAYS, C'EST TOUS CEUX QUI Y VIVENT !

"L'identité nationale", c'est pour créer un fossé, une guerre entre les habitants du pays, c'est une politique criminelle.

Il faut réfléchir et prendre position sur un point : **la seule politique que propose l'état aux gens du pays, c'est une politique de guerre. Guerre à l'intérieur**, contre les pauvres, les ouvriers en général et les ouvriers sans-papiers en particulier, la jeunesse ; **et guerre à l'extérieur** avec les troupes en Afghanistan et peut-être en Iran bientôt.

Pour faire la guerre ici, il lui faut des alliés : bien sûr, il a la police et toutes les lois pour lui, mais en plus il veut entraîner une partie de la population contre une autre. Il promet à certains ("*ceux qui le méritent*") que eux seront pris en compte s'ils participent à rejeter d'autres. Avec "*l'identité nationale*", il peut tout se permettre : faire des citoyens de seconde zone, exclure officiellement "*les mauvais français et les mauvais immigrés*", rentrer dans la vie de chacun pour surveiller et punir, enlever la nationalité à certains, refuser les papiers à d'autres etc...

Face à cela, il faut refuser tout débat sur "*l'identité nationale et l'identité française*" et lui opposer **le pays pour tous**, c'est-à-dire le pays où tous ceux qui sont là, qui vivent ici, **sont à égalité.**

Il y a au moins trois pistes sur lesquelles travailler :

1) Etre Français, c'est **un statut juridique et rien d'autre**, qui n'est ni plus ni moins important qu'un autre statut juridique (Tunisien, Chinois, Canadien...). Il faut faire cesser en France toutes les tracasseries et persécutions mises en places depuis plus de 30 ans maintenant contre les gens d'origine étrangère et qui ont mené à la fabrication des "sans-papiers". La loi CESEDA contre les étrangers doit être abrogée, et **nous devons revenir au droit du sol** supprimé en 1986 sous Mitterrand/Pasqua. C'est la suppression de ce droit qui a permis ensuite d'enclencher toute cette politique d'humiliation et de persécution contre une partie de la population.

2) En France vivent toutes sortes de gens, qui ont des origines, des nationalités différentes, des religions variées ou pas de religion, des coutumes particulières, etc.... Tous sont des gens de France, tous font, par leur vie, par leur présence, le pays. **Un pays c'est tous les gens qui l'habitent. Qui vit ici, est d'ici !**

3) Le pays où l'on vit, c'est aussi nous qui le construisons, au quotidien. L'état veut nous imposer un pays de ségrégation et de privilèges. A nous de construire et de faire vivre un autre pays, d'égalité, de justice et de respect de chacun. C'est notre objectif, concrétisé par la politique active de paix et d'amitié entre les habitants du pays, en oeuvre dans des situations variées. Chacun peut en être, s'il le décide.

Les Collectifs pour une politique de paix et d'amitié entre les habitants du pays
Le Rassemblement des ouvriers sans-papiers, gens d'ici et leurs amis

~ SOMMAIRE ~

◆ *Editorial : "Identité nationale", guerre, politique du côté des gens* Page 1 ;

◆ *Le spectacle, ce n'est pas le réel* Page 5 ;

◆ *Il n'y a pas les élèves « méritants » et les autres :*

Il y a les enfants du pays, qui ont tous droit à une même instruction de qualité Page 7 ;

◆ *Pour nous contacter* Page 11 ;

◆ *Appel à la Réunion Publique du 23 janvier* Page 12